

Manifestations et manifestation du sens

Jean Blairon, asbl RTA et Christine Mahy, RWLP

Ce 29 septembre 2016, pour la quatrième fois depuis deux ans, les syndicats ont organisé une manifestation nationale.

Par rapport à cette répétition, la question la plus fréquemment posée est quantitative : est-ce que le mouvement de protestation faiblit ? Le décompte des manifestants tient alors lieu de critère d'interprétation.

Mais il nous semble à tout le moins qu'une question qualitative doit aussi être posée : Qui sont les protagonistes ? Quel est le sens que l'on peut donner à leur action ?

Cette formulation n'implique pas que nous pensions qu'il faille éclairer celui-ci à leur place, de l'extérieur (nous faisons d'ailleurs partie des manifestants), mais que ces actions répétées et confirmées nous invitent à nous interroger notamment sur les différents niveaux où ces protestations se situent.

L'enjeu est ici d'essayer d'éviter de les réduire à ce qui est apparent.

Alain Touraine a toujours affirmé que les « rapports sociaux les plus fondamentaux et leurs enjeux culturels » ne sont pas donnés « à l'observation immédiate ». Il appuie sa position sur plusieurs exemples :

« Déjà, dans un tout autre contexte, Marx s'efforçait de retrouver les rapports de classe derrière les catégories de la pratique économique. De même, nombreux sont ceux qui ont cherché, derrière les attitudes ouvrières, c'est-à-dire derrière les réponses à une situation de travail et de vie, la manifestation de la conscience ouvrière et en particulier de la conscience de classe. (...) En analysant le freinage dans l'atelier de Bank Wiring, ces premiers sociologues industriels ont montré que les conduites ouvrières, loin de pouvoir se définir en termes d'adaptation ou de rendement, devaient être comprises comme l'expression concrète d'une lutte pour le contrôle des machines et du rendement. »¹

Au niveau le plus apparent, la manifestation du 29 septembre peut certes se décrire en termes politiques comme une opposition au gouvernement fédéral et à un certain nombre de mesures anti-sociales qu'il a prises.

Mais est-ce suffisant ?

Si la manifestation s'est faite en front commun entre les trois syndicats (dont le syndicat libéral), si certains partis d'opposition au niveau fédéral étaient présents, la diversité des manifestants conduit à remarquer que le rassemblement du 29 septembre présentait une fois de plus un front élargi : en battant le pavé, on croisait, outre les travailleurs de toutes professions confondues et de tous statuts (fonctionnaires, salariés du marchand et du non-marchand), une mutuelle, des mouvements culturels, des réseaux de mobilisation, des associations et mouvements d'éducation permanente, des associations de jeunesse ou d'aide à la jeunesse...

Nous ne pouvons alors que nous demander ce que ces protagonistes **ont en commun** et tenter une approche plus transversale et moins catégorielle, à l'instar d'un Robert Castel qui a construit sa théorie de la désaffiliation à partir de cette question :

« Qu'ont en commun le chômeur de longue durée, le jeune en quête d'emploi et consommateur de stages, l'adulte isolé qui s'inscrit au RMI, la mère de famille « monoparentale », le jeune couple étranglé par l'impossibilité de payer traites et loyers ? Je ferai l'hypothèse qu'ils expriment un mode

¹A. Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984, p. 200.

particulier de dissociation du lien social, que j'appellerai la désaffiliation »²

Manifester le sens de la manifestation, c'est notamment se poser cette question : Qu'ont en commun les travailleurs à qui ont veu imposer plus de flexibilité, les fonctionnaires de service public, les travailleurs licenciés par des multinationales, les « gens de peu » qui voient leurs aides fondre comme peau de chagrin, les travailleurs sociaux, les animateurs d'éducation permanente, les travailleurs culturels, les opérateurs de sécurité sociale ?

Il n'y a certes pas de réponse unique à cette question – que des tentatives de construction.

Nous allons en proposer ici une parmi d'autres ; si elle n'est pas inexacte, nous verrons qu'elle interroge autrement les acteurs y compris à d'autres niveaux de pouvoir, sous d'autres majorités.

Nous pensons en effet qu'un des enjeux de ces manifestations répétées concerne directement l'Etat et les représentations que l'on peut faire de son action.

Main gauche et main droite de l'Etat

Dans le cours qu'il a consacré à l'Etat trois années durant au Collège de France, Pierre Bourdieu aboutit à une série de propositions

D'abord, il pose que le champ bureaucratique est un champ qui confère à ses agents **une sorte de pouvoir sur tous les autres champs** :

« Tout d'abord, à propos de ce que qu'on peut appeler le champ bureaucratique, c'est-à-dire l'espace des agents et des institutions qui ont cette sorte de méta-pouvoir, de pouvoir sur tous les pouvoirs : le champ bureaucratique est un champ qui surplombe tous les champs, un champ dans lequel s'édicte des interventions qui peuvent être économiques comme les subventions, qui peuvent être juridiques comme l'instauration de règlement sur la retraite, etc. »³

Ensuite, le champ bureaucratique est lui-même « **un champ de lutte** dans lequel on retrouve toutes les traces des luttes antérieures » (par exemple celles des mouvements ouvriers) : « Les luttes à propos de l'Etat, les luttes pour s'approprier les méta-pouvoirs que détient l'Etat s'accomplissent aussi dans l'Etat »⁴

Un exemple de ces luttes est la **vision déséquilibrée de l'Etat**, propre à renforcer la domination sociale que l'Etat pourrait (devrait) contrecarrer :

« Par exemple, on fait constamment une distinction, même à Sciences-Po, entre les ministères dépensiers et les ministères financiers, distinction qui est une trace de l'histoire : les ministères dépensiers, ce sont en gros les ministères de l'Etat-providence (...), c'est le lieu où se sont déposées en quelque sorte les traces des conquêtes – si on veut les appeler autrement : ce sont les ministères sociaux. »

Analyse que n'aurait pas démentie Alain Touraine, lorsqu'il constate :

« L'opposition des classes n'est pas séparable de cette action de la société sur elle-même, de son « historicité ». La classe supérieure s'identifie à l'historicité et, en retour, l'identifie à ses propres intérêts. Et la classe dominée proteste contre cette identification, lutte pour une réappropriation

²R. Castel, « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle », in Jacques Donzelot (dir.), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Paris, Esprit, 1991, pp. 138-139. Les termes en italiques sont d'origine.

³P. Bourdieu, *Sur l'Etat, Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Seuil, Raisons d'agir, 2012, p. 580.

⁴Idem, *ibidem*.

collective des moyens d'action de la société sur elle-même. »⁵

En croisant les deux approches, on arrive à ce point de vue essentiel :

« L'essentiel des luttes politiques engage des agents extérieurs au champ bureaucratique, mais qui sont dans un rapport d'homologie avec les agents inscrits dans le champ bureaucratique et dans les luttes inhérentes au champ bureaucratique. »⁶

Notre hypothèse est donc qu'un des sens et des enjeux des manifestations répétées concerne la représentation agissante des mains gauche et droite de l'Etat et de leur relation. La diversité des manifestants est dans un rapport d'homologie avec la diversité des questions qui traversent le champ bureaucratique.

Le sens de la main droite

Les questions posées à la main droite de l'Etat concernent d'abord le rôle que celle-ci entend jouer par rapport aux champs économique et financier – si tant est qu'elle veuille (encore) en jouer un. Les agents du champ bureaucratique entendent-ils jouer un rôle de régulation fort et peser sur les violences des marchés ?

Entendent-ils **renoncer enfin à leur renoncement à agir**, qui s'exprime par une « libéralisation » (qui est la libéralisation de la violence économique et financière) ?

Ce renoncement à agir, qui est la représentation agissante dominante, est paradoxalement souligné par les mobilisations « claires/déterminées » des acteurs de l'Etat, Premier Ministre en tête, à agir *ex post*, quand le problème d'un drame social est déjà posé et qu'il n'y a plus que des marges que l'on qualifie d'étroites pour ne pas dire qu'elles sont nulles.

Ce problème se traduit concrètement par la non conditionnalité des aides reçues par les entreprises (alors que la logique marchande se vante de travailler au résultat...) et par leur caractère irréversible (on ne peut récupérer les aides reçues par les entreprises qui décident d'aller voir ailleurs).

Les entreprises, particulièrement lorsqu'elles sont multinationales, « demandent » à leurs travailleurs un investissement total et permanent, mais s'autorisent toutes les impermanences et tous les désinvestissements, qui excitent les uns et font passer une mauvaise nuit aux autres⁷.

Trop souvent, nous n'avons plus affaire à des « destructions créatrices » telles que théorisées par Schumpeter, mais à des **destructions prédatrices**, comme dans le cas d'ING.

Parfois, l'obscénité des entreprises va jusqu'à faire appel... à l'Etat lorsque la déflagration que leurs imprudences produisent est telle qu'elles peuvent sombrer.

Les complicités entre la main droite de l'Etat et les acteurs dominants des champs économique et financier ne s'aperçoivent jamais mieux que lorsque des transfuges passent sans vergogne d'un champ à l'autre, comme récemment M. Barroso⁸.

Plus largement, les agents de la main droite de l'Etat considèrent-ils encore que la redistribution des richesses fait partie du modèle européen et entendent-ils rappeler aux entreprises qu'au-delà de leur discours commode sur les « entreprises citoyennes » et leurs « responsabilités sociétales », elles appartiennent à l'ensemble de la société qui les accueille et dont le travail construit leur richesse ?

⁵A. Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984, p. 112.

⁶P. Bourdieu, *op.cit.*, p. 581.

⁷Nous faisons allusion au tweet du C.I.O. D'Ing (« ce qui passe est excitant ») et du C.I.O. D'Ing Belgique, qui a déclaré sur le plateau du JT de la RTBF, le 3/10/16, avoir passé une mauvaise nuit avant d'annoncer les conséquences sociales de l'excitation de son chef.

⁸https://www.change.org/p/pour-des-mesures-fortes-et-exemplaires-contre-j-m-barroso-pour-avoir-rejoint-goldman-sachs/u/17998967?tk=MHXM_Ybmik6ybTKXMjgeFezNz8tM9jPO2o9ZEeat-ns&utm_source=petition_update.

Pour cela, il faudra que les agents de la main droite cessent de considérer leur rôle comme un rôle seulement attracteur des « investissements », en livrant leur population pieds et poings liés aux errements d'un capitalisme de plus en plus sauvage, population dont la contribution n'est même plus prise en compte.

Bref : en matière de subventions et de règles juridiques, qui expriment le pouvoir du champ bureaucratique, quelle sera la façon choisie par ces agents d'exercer leur pouvoir ? En matière de représentation, continueront-ils à croire que la « libération » de l'égoïsme économique et social est la manière de remplir leur rôle, qui a pourtant partie liée avec l'universel – qui est le principe fondateur d'un Etat de droit ?

Le sens de la main gauche

Les manifestants expriment de maintes manières et dans de nombreux domaines leur refus de la mise en cause de la rétribution des contributions (via le saut d'index par exemple) et plus encore de la redistribution des richesses produites.

L'Etat « modernisé » n'entend plus vraiment être social. Ses « modernisateurs » ont au fond pour projet explicite de détruire la modernité de ses conquêtes.

Les agents dominants de l'Etat ne se font plus un point d'honneur de fournir aux citoyens au service de qui ils sont censés agir une assurance contre les accidents de la vie : bien des aides sont devenues conditionnelles quand elles ne sont pas pensées comme d'office provisoires.

Les agents dominants n'ont d'ailleurs de cesse que d'introduire dans les services publics les repères et les modes de pouvoir sur les conduites qui prévalent dans le monde marchand (et y font les dégâts que l'on sait), au motif que ceux-ci garantiraient l'efficacité de l'action.

Mais la question essentielle qui est posée aujourd'hui est bien celle qui concerne la **nature** des actions menées par la main gauche de l'Etat : sont-elles seulement des dépenses impliquées par la poursuite d'une visée de réduction des inégalités ou sont-elles aussi un investissement qui vaut bien ceux qu'opère la main droite de l'Etat ?

Dans une économie où le traitement de l'information occupe une place centrale, y compris dans le secteur industriel, où la subjectivité des travailleurs est sans cesse sollicitée (le sentiment exigé d'appartenance à l'entreprise, la confiance qu'ils doivent susciter chez le client, leur soif d'apprendre et leur désir créatif...), force est de reconnaître que c'est du côté de la main gauche que tout cela se produit.

Ce sont en effet les travailleurs de la main gauche (enseignants, travailleurs sociaux, agents des services publics...) qui **produisent les conditions qui permettent toute production.**

Ne serait-il pas temps alors de reconnaître que les agents de la main gauche n'évoluent pas dans des ministères dépensiers, mais qu'ils sont, tout autant que ceux de la main droite, des agents d'investissement et de développement **des richesses des populations**⁹ ?

Enfin, le sens des questions posées à la main gauche de l'Etat concerne la poursuite ou non de la volonté de construire une **société de semblables**, comme le demandait Robert Castel :

« Une société de semblables est une société dans laquelle chacun dispose au moins de ressources et de droits suffisants pour être lié aux autres par des relations d'interdépendance et pour faire partie

⁹Voir le dossier de la conférence organisée par le RWLP « Richesses financières ou richesses des populations », <http://www.intermag.be/conference-du-12-mars-2012>.

réellement du jeu social. C'est une société dont nul ne serait exclu dirions-nous aujourd'hui. On pourrait aussi évoquer ce que Durkheim appelle la « solidarité organique » en référence à un corps social formé d'éléments interdépendants, liés entre eux par des liens indéfectibles et, de ce fait, solidaires. »¹⁰

Quel rapport de la main droite et de la main gauche ?

En 1993, dans son ouvrage *La misère du monde*, P. Bourdieu remarquait que nous entrions dans un régime politique où « la main droite ne sait plus ou, pire, ne veut plus ce que fait sa main gauche »¹¹.

Depuis, malheureusement, la question n'a pas perdu de sa pertinence, loin s'en faut.

Les rapports de la main droite et de la main gauche de l'Etat n'ont cessé de se dégrader.

Il ne semble plus y avoir un raisonnement global, soucieux des interactions entre les départements et ministères divers, et surtout des effets en cascade de ces interactions.

Celui qu'on perçoit le plus souvent cependant est structuré par une représentation : la dépendance de la main gauche par rapport à la main droite. Dans cette représentation, ce qui peut se faire dans la première ne serait possible que grâce à ce qui se fait dans la seconde – alors que bien des faits objectifs montreraient que l'augmentation des richesses des dominants n'est possible que par la mobilisation de la solidarité collective (pré-pensions pour « soutenir » les restructurations prédatrices ; solidarité de la sécurité sociale pour absorber les « coûts du malheur » produits par la logique capitaliste, notamment en termes d'accidents du travail et de santé ; d'une façon générique nous visons les « conséquences sociales souvent très coûteuses des « économies budgétaires » »¹²).

Beaucoup de raisonnements équivalent même à penser les actions de la main gauche comme un handicap pour le déploiement des actions de la main droite, que bien des règles et des contraintes viendraient entraver.

Et la boucle est bouclée lorsque l'on veut corriger ce handicap en imposant aux agents de la main gauche des représentations et fonctionnements qui sont de la main droite, érigeant de graves **troubles de l'attachement** en normes des conduites et en rendant défectibles tous les liens indéfectibles qui doivent constituer une société.

Ou lorsque les mesures qui concernent les actions de la main gauche sont inspirées par les valeurs d'une main droite qui veut détruire son « alter ego » :

« C'est le même souci égoïste de se faire valoir (souvent aux dépens de rivaux) qui explique que les « effets d'annonce » soient devenus une pratique si commune. Pour beaucoup de ministres une mesure ne vaut, semble-t-il, que si elle peut être annoncée et tenue pour réalisée dès qu'elle a été rendue publique. »¹³

Ce que nous rappellent les manifestations c'est peut-être que la main droite de l'Etat ne trouve sa légitimité démocratique qu'en se plaçant au service de la main gauche **dont par ailleurs son avenir**

¹⁰R. Castel, « Penser le changement : le parcours des années 1960-2010 », in R. Castel et C. Martin (dir.), *Changements et pensées du changement*, Paris, La découverte, 2012, p. 31.

¹¹P. Bourdieu, « La démission de l'Etat », in *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 222.

¹²P. Bourdieu, « La main gauche et la main droite de l'Etat », entretien de 1992, in *Contre-feux, Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, raisons d'agir, 1998, p. 13.

¹³P. Bourdieu, *ibidem*, p. 12.

dépend (non seulement parce que la main gauche produit les conditions de la production « gérée » par la main droite, mais aussi parce qu'elle produit un cadre hors lequel il n'y a plus de société. Nous en sommes très loin aujourd'hui ; nous assistons en effet tous les jours aux conséquences désastreuses du fait que « La classe supérieure s'identifie à l'historicité et, en retour, l'identifie à ses propres intérêts »¹⁴.

Et on mesure la formidable indécence des propos du Premier Ministre en même temps que son mépris abyssal lorsqu'il déclare au Parlement comprendre les manifestants, dans un raisonnement qui donne ceci en structure profonde : « ils ont raison mais ils ne comprennent pas que c'est mon action qui va leur donner ce qu'ils demandent (et j'ai donc raison de continuer à leur donner tort) ».

Les manifestations qui se répètent depuis deux ans ne concernent donc pas seulement des mesures anti-sociales qui doivent être rejetées. Nous pensons qu'un des enjeux qu'elles rendent visible est la conception même du rôle de l'Etat.

Dans ce cas, elles ne s'adressent peut-être pas seulement à la majorité fédérale actuellement au pouvoir.

A charge en effet pour tous les partis de montrer comment ils se démarquent ou non du sens attribué aux mains droite et gauche de l'Etat et à leurs relations.

En conclusion de ses cours sur l'Etat, soit en 1992, bien avant le surgissement de ce que nous appelons aujourd'hui radicalisation, Pierre Bourdieu s'interroge sur les prétendus « retour du religieux » et « retour de l'individu ».

« Est-ce que tous ces phénomènes qu'on nous décrit sur le mode prophétique n'ont pas un rapport avec la dissolution d'une partie des choses qui s'étaient construites progressivement ? Est-ce que ce n'est pas une sorte de désespoir concernant l'Etat, une sorte de désespoir qui s'exprime à la fois dans la corruption, qui touche ceux qui, participant de l'Etat, seraient censés manifester au plus haut degré l'esprit de service public, et aussi dans les attitudes de ceux qui, ne participant pas de l'Etat, n'ont plus de recours temporel et se replient sur une forme de rêverie vers le spirituel ? Est-ce que le « retour du religieux » n'est pas en réalité, un effet du retrait de l'Etat ? »¹⁵

Les manifestants du 29 septembre, loin d'être les défenseurs passésistes de privilèges désormais impayables par un effet de fatalité, nous paraissent rappeler l'Etat à ses devoirs ; doivent-ils définitivement en désespérer ?

¹⁴A. Touraine, cité ci-dessus, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984, p. 112.

¹⁵P. Bourdieu, *Sur l'Etat, Cours au Collège de France 1989-1992*, op. cit., p. 584.